

Le Monde.fr

Grand débat, quand les jeunes s'en mêlent

Patrick Roger

1,199 mots

25 mars 2019

Le Monde.fr

LEMFR

LE MONDE

Français

© 2019 Le Monde. Tous droits réservés.

Soixante-dix jeunes de 18 à 25ans ont planché sur les quatre thèmes du **grand débat** national à Aix-en-Provence. Certains ont rédigé une tribune appelant le gouvernement à ne pas laisser «tomber dans l'oubli» les propositions issues des discussions.

Lorsqu'ils ont été contactés pour participer à une conférence réservée aux jeunes dans le cadre du **grand débat** national, nombreux sont ceux qui ont cru à un canular. «J'ai pensé que c'était une blague», confie Walid, venu de Limoges, qui n'a pris l'invitation au sérieux que lorsqu'il a reçu un SMS de confirmation lui demandant de se mettre en relation avec la mission du **grand débat**.

Ils étaient soixante-dix jeunes de 18 à 25ans réunis pendant deux jours, vendredi 22 et samedi 23 mars, sur le campus de The Camp, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Une séance spécifique censée compenser la faible participation des jeunes aux réunions d'initiative locale et permettre de recueillir leur expression.

Comme les citoyens qui ont participé aux dix-huit conférences régionales organisées les 15 et 16 mars et les 22 et 23 mars, ils ont été tirés au sort, à partir de la génération aléatoire de numéros de téléphone, tout en veillant à ce que les panels réunis soient suffisamment diversifiés en termes de genre et d'origine sociale et géographique. Même si, en l'occurrence, les étudiants sont en surnombre.

Comme leurs aînés, cet échantillon va plancher sur les quatre thématiques du **grand débat**, en étant de nouveau réparti par tirage au sort sur chacune d'entre elles. La plupart ne le cachent pas: c'est le thème de la transition écologique qui a leur préférence. Une semaine plus tôt, lors de [la conférence citoyenne qui s'était tenue à Rouen](#), où Le Monde était présent, plusieurs participants auxquels avait échu ce thème avaient manifesté leur déception, étant plus attirés par ceux de la fiscalité et des dépenses publiques, de la démocratie et de la citoyenneté ou de l'organisation de l'Etat et des services publics. Là, c'est l'inverse, témoignant de la forte sensibilité des jeunes aux questions écologiques et environnementales.

«Ils ne sont pas très révolutionnaires» Tous, pourtant, vont se livrer avec le même engouement à l'exercice contraignant qui doit les amener, à partir du diagnostic qu'ils dressent sur la situation actuelle, à formuler des propositions et à les classer par ordre de priorité dans un processus de délibération collective. Paradoxalement, le nuage de mots établi à l'issue de la première séquence, consacrée au diagnostic, fait ressortir en premier le mot... «impôts». Viennent ensuite «égalité», «urgence», «durable», «complexe», «avenir»...

Le cadre moderne et écologique de The Camp, au milieu de la pinède et sous un chaud soleil printanier, contribue-t-il à apaiser les tensions? Des échanges et des réflexions se dégagent un large – et étonnant – consensus. «Ce qui m'a surpris, reconnaît Jaouida, en formation à Sète (Hérault), c'est qu'on parlait beaucoup de positif. D'habitude, c'est plutôt sur le mode "je suis pas d'accord".» «Finalement, on a tous plus ou moins les mêmes idées», constate Arnaud, kinésithérapeute à Nîmes (Gard). «Il faut dire qu'on est dans le confort», s'amuse Eric, de Palaiseau (Essonne), qui se destine à des études d'ingénieur.

Serait-ce, aussi, l'effet d'un processus très encadré? «Ici, on en est encore à tâter le terrain pour voir si on peut échanger et discuter, observe Giovanni Allegretti, chercheur italo-portugais spécialiste de la démocratie participative. Ce qui importe dans cet événement, c'est de transmettre la qualité du débat pour convaincre les responsables politiques qu'ils peuvent parier sur l'intelligence collective. C'est une situation très franco-française, avec une vision très centralisée du débat et du peuple. J'ai un peu peur que ce soit révélateur d'une conception un peu obsolète de la démocratie participative.»

Au terme de ces deux jours de débat, une douzaine de propositions émergent, trois sur chaque thématique. Elles sont soumises au vote des participants pour en établir la priorité. Plébiscitée, l'«instauration d'un cadre légal et contraignant de transition écologique». «Il s'agit de pointer la responsabilité politique pour impulser le changement, expliquent les auteurs de la proposition. Cela passe par l'adoption de lois de programmation et l'institution d'une commission chargée d'en contrôler le respect. Il faut sensibiliser mais surtout agir, et l'Etat doit être à la fois locomotive et exemplaire, en encourageant la formation des jeunes sur l'environnement, la recherche et le développement pour promouvoir des solutions concrètes, en soutenant les initiatives individuelles et locales.»

Autres sujets ayant recueilli un maximum de suffrages: «les services publics de demain pour l'égalité territoriale» et des «impôts sur le revenu et sur les entreprises plus justes». Des préoccupations finalement très proches de celles portées par les conférences citoyennes régionales. «Ils ne sont pas très révolutionnaires, nos jeunes», remarque une animatrice.

«Poussez l'audace jusqu'au bout et écoutez-nous» La méfiance perdure cependant sur ce qu'il va advenir de leurs propositions. A l'initiative de David, étudiant en lettres modernes à Paris, vingt-deux des jeunes réunis à Aix-en-Provence ont rédigé une tribune appelant le gouvernement à ne pas laisser ces propositions «tomber dans l'oubli». «Nous sommes de jeunes citoyens français d'origines et d'horizons très divers. Nous ne sommes pas d'accord sur tout. Certains d'entre nous s'intéressent à la vie politique et votent, d'autres non. Mais nous avons depuis quelques jours un dénominateur commun: nous avons été tirés au sort pour participer à la conférence citoyenne jeunesse dans le cadre du **grand débat** national», écrivent-ils en préambule.

«Si nous avons accepté de participer à cette conférence citoyenne, c'est parce que nous croyons à la démocratie participative, poursuivent-ils. Nous sommes persuadés que chaque citoyen, si on lui en donne les moyens, peut faire avancer le débat public et participer, tout comme une personnalité politique, à l'élaboration d'un futur en commun. Nous sommes dans une époque charnière, une époque où les fractures peuvent paraître plus importantes que les causes qui nous rassemblent.» Et ils conjurent le gouvernement de ne pas rester inerte après ce **grand débat** qui aura mobilisé des centaines de milliers de citoyens. «Nous voulons vous prouver notre intelligence collective, notre créativité, notre envie, nous voulons vous soumettre nos idées neuves. Alors, nous vous le demandons solennellement: ne laissez pas nos propositions tomber dans l'oubli. Et, surtout, agissez. Prenez, suite à ces conférences, des mesures concrètes et tangibles, concluent Constance, Mathieu, Alexandra, Bogdan, David et quinze autres. Cher gouvernement, vous nous avez fait confiance et nous vous en remercions. Il est audacieux d'entendre les citoyens comme vous l'avez fait. Alors, poussez l'audace jusqu'au bout et écoutez-nous. Ce serait une belle preuve que la France est un pays où la démocratie est vivante et participative.» La balle est désormais dans le camp de l'exécutif, après cette série de conférences citoyennes qui clôt la longue parenthèse du **grand débat** ouverte le 15 janvier.

Document LEMFR00020190325ef3p0018n

Sommaire de la recherche

Text	grand debat
Date	Au cours de la semaine précédente
Source	Le Monde - All sources
Auteur	Tous les auteurs
Société	Toutes les sociétés
Sujet	Tous les sujets
Secteur économique	Tous les secteurs économiques
Région	Toutes les régions
Langue	Anglais ou Français
Résultats trouvés	87
Horodatage	27 mars 2019 17:15